

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE<sup>1</sup>

Rémy Prud'homme<sup>2</sup>

5.12.2007

Dans un article des *Echos* (5.12.2007) M. Mahrer explique que notre système d'enseignement supérieur, avec et grâce à ses spécificités, est excellent. Il s'en prend avec vigueur aux « menteurs » qui en doutent, et qui pensent que des réformes importantes sont nécessaires. Le fait que M. Mahrer connaisse sans doute assez mal l'enseignement et la recherche (il présente Harvard comme une université « locale », ce qui fera sourire) n'empêche pas le point de vue qu'il exprime de mériter discussion.

Le classement de Shanghai avait eu le mérite de mettre en évidence que les universités et surtout les grandes écoles françaises étaient médiocres, créant ainsi un choc salutaire. M. Mahrer a vite fait de lui régler son compte, à ce classement : il est, dit-il, « tout simplement fantaisiste ». Ses arguments : les étudiants et les professeurs de Shanghai que rencontre M. Mahrer le connaissent mal, et surtout le classement « repose sur des critères essentiellement académiques (nombre de citations dans les revues majeures, prix Nobel et autres médailles Fields) ». Il faut vraiment être Chinois ou ennemi de la France pour classer des institutions universitaires selon des critères « académiques » ! Bref, si nous avons la fièvre, c'est que le thermomètre est mauvais.

Le classement de Shanghai, comme tous les classements, a ses faiblesses et ses limites. Mais il est établi sur la base de critères clairs, chiffrés, objectifs et pertinents. N'en déplaise à M. Mahrer, qui dédaigne publications scientifiques, prix Nobel « et autres médailles Fields ». De plus, ce classement n'est pas le seul disponible. Il existe des classements –par universités ou par disciplines– espagnols, anglais, taiwanais. En fait, le classement des universités est devenu un véritable champ d'investigation scientifique qui mobilise maintenant des centaines de chercheurs. L'UNESCO et l'*Institute for Higher Education Policy* ont même créé un groupe international d'experts pour améliorer de tels classements. Hélas ! tous racontent la même histoire : nous ne sommes pas bons. Au lieu de le nier, mieux vaut en

---

<sup>1</sup> Envoyé aux *Echos*

<sup>2</sup> Professeur (émérite) Université Paris XII, a souvent enseigné au MIT.

prendre acte, se demander pourquoi on en est là, et chercher à y remédier.

Au moins cinq raisons, bien connues du reste, contribuent à expliquer cette triste situation. La première est le peu d'argent public consacré à l'enseignement supérieur. La France est sans doute le seul pays du monde qui consacre autant d'argent public aux chemins de fer qu'aux universités. Aux Etats-Unis, le rapport est environ de 1 à 200. Nous avons de bons chemins de fer, ils ont de bonnes universités.

La deuxième est le rôle néfaste des grandes écoles, qui sont des lieux où l'on entre, plus que des lieux où l'on apprend et encore moins des lieux où l'on cherche. La plupart des grandes écoles (pas toutes) n'ont que peu ou pas de professeurs à plein temps. En face de ces professeurs absentéistes, de futurs « anciens élèves ». Ils n'ont pas grand besoin de connaissances puisque le concours qu'ils ont passé leur assure une rente de rareté. La preuve qu'on n'apprend pas grand chose dans beaucoup des grandes écoles françaises, c'est que ceux qui en sortent et qui veulent faire une carrière scientifique se précipitent —à bac + 6 ou 7— dans les bonnes *graduates schools* (troisièmes cycles) américaines, où ils réussissent d'ailleurs souvent fort bien. En plus, les grandes écoles qui séparent le bon grain de l'ivraie à 17 ans sont de fait un terrible outil de ségrégation et de frustration.

La troisième raison est la faiblesse des universités. Elle est dans leurs moyens, mais aussi et surtout dans leurs règles de gouvernance. L'impossibilité de choisir les étudiants d'une part, l'élection sur des listes politiques des présidents et de tous les organes, d'autre part —des caractéristiques que l'on ne retrouve dans aucune des universités bien classées à Shanghai ou ailleurs— conduisent presque nécessairement à la démagogie et à l'inefficacité.

La quatrième est la séparation entre les grandes institutions de recherche publique comme le CNRS, d'un côté, et les universités, de l'autre. Elle a été inventée en Union soviétique, et appliquée dans tous les pays communistes, avec les Académies des Sciences où se développe la connaissance (sous contrôle) et les universités où elle s'enseigne. Elle appauvrit et l'enseignement et la recherche.

La cinquième, qui résume et explique les autres, est la tradition française de méfiance et de mépris du pouvoir

pour le savoir. Le fameux « La République n'a pas besoin de savants ! » avec lequel le président du tribunal révolutionnaire envoie Lavoisier à l'échafaud l'illustre jusqu'à la caricature. En France plus qu'ailleurs, politiciens, administratifs, et entrepreneurs estiment ne rien avoir à apprendre de ceux qui ne détiennent que des connaissances. D'où le fossé entre entreprises et universités (que le préjugé anticapitaliste de beaucoup d'universitaires contribue également à creuser). Mais le fossé entre universités et administrations ou politiques est probablement encore plus profond. Aux Etats-Unis, un président d'université gagne trois fois plus qu'un sénateur ; en France, trois fois moins.

Dans ce contexte très défavorable, il y a cependant, presque par miracle, des gens ou des institutions qui innovent et qui réussissent, et qui méritent de grands coups de chapeaux. Dans beaucoup d'endroits, les chercheurs du CNRS et les doctorats collaborent étroitement, pour le plus grand bénéfice et des doctorants et de la recherche. Des universités prennent des initiatives, montent des cursus nouveaux et utiles, nouent des liens avec les entreprises. On trouve des grandes écoles qui sont devenues de vrais centres d'enseignement et de recherche. C'est d'ailleurs davantage le cas des écoles de commerce privées que celui des écoles d'ingénieurs publiques. HEC était autrefois une coquille vide, sans même une bibliothèque, sans un seul professeur à plein temps, où l'on passait trois ans sans rédiger trois pages ; elle est devenue la première école de commerce d'Europe et l'une des meilleures du monde (selon des classements qui ne seront peut-être pas appelés fantaisistes par M. Mahrer). Parce qu'il y a eu autour de la Chambre de Commerce de Paris deux ou trois grands patrons capables d'analyser la situation, de ne pas s'en contenter, et de prendre les décisions nécessaires.

Mais tout cela reste évidemment limité et terriblement insuffisant. Jongler avec les défauts et les entraves d'un système tout de travers se fait à un coût en temps, en énergie et en efficacité extravagant. Pendant ce temps là, il y a d'autres pays, d'autres institutions, qui vont de l'avant. Faire la course avec de gros cailloux plein les poches n'est pas la meilleure façon de gagner. L'enseignement supérieur français ne (re)trouvera une place éminente que si l'on accepte de voir et d'affronter les problèmes graves qui le plombent. La politique de l'autruche est toujours dangereuse.

(7.000 signes, espaces compris)